



HAL
open science

SHIP, ou comment la non institutionnalisation peut produire un essaimage fécond

Martine Kaluszynski

► **To cite this version:**

Martine Kaluszynski. SHIP, ou comment la non institutionnalisation peut produire un essaimage fécond. Hélène Michel Sandrine Lévêque et Jean-Gabriel Contami. Rencontres avec Michel Offerlé, Editions du Croquant, pp.407-414, 2019, 2365121985. hal-01981912

HAL Id: hal-01981912

<https://hal.science/hal-01981912>

Submitted on 23 Jan 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

SHIP, **par Martine Kaluszynski**

Ou comment la non institutionnalisation peut produire un essaimage fécond.

Ce que peut l'Histoire

L'association pour la socio histoire du politique (SHIP) a eu sa première assemblée générale fondatrice, à Paris en décembre 1993, dans les salons dorés au Panthéon, salle protocolaire très second empire, remplie de politistes plutôt jeunes, rugissants et enthousiastes. Comme présidente, j'ai dû faire un discours et j'imagine bien l'étonnement, voire la perplexité de ces politistes qui tous se connaissaient, face à cette jeune femme sortie de nulle part, en tout cas pas de leur propre famille et qui tenait ici un discours sans doute un peu exalté, fédérateur, dans cette discipline qui commençait à être traversée par des scissions. J'étais alors une jeune chercheuse, historienne de formation, recrutée au CNRS en sociologie, affectée un laboratoire de science politique, le CERAT, ce qui a induit que je choisisse cette discipline et la section 40 du CNRS afférente. Mais c'est bien avant, dès 1991, 1992, que les discussions ont émergé, dans les cafés près la Sorbonne (avec entre autres Bernard Pudal, Michel Offerlé, Gérard Noiriel, Yvon Lamy, etc.) autour d'un projet de création d'un espace pluridisciplinaire, tenant compte de l'historicisation des objets.

Le bureau de l'association sera composé de Martine Kaluszynski, présidente, Gérard Noiriel, vice-président, historien, à l'époque professeur agrégé à l'École normale supérieure Ulm, Michel Offerlé, professeur de science politique à l'université Paris I vice-président, Didier Renard, politiste, professeur de science politique à l'institut d'études politiques de Grenoble, secrétaire, Yvon Lamy sociologue, maître de conférences en sociologie à l'université de Bordeaux, trésorier. Cette présidence que j'incarnais a pu sembler burlesque, vu ma jeunesse statutaire en contraste avec la

notoriété de mes vice-présidents, plus ancrés dans les disciplines. Néanmoins, je ne me suis jamais sentie, ni un alibi ni un prétexte, mais légitime à représenter ce collectif en émergence justement sans doute parce que les caractères évoqués ci-dessus étaient également une manière de marquer la différence, la nouveauté dans un monde universitaire un peu lisse, un peu vieillot et très orthodoxe. Outre les membres du bureau, le premier conseil d'administration est constitué de la sorte par ordre alphabétique, Michel Chauvière directeur de recherche au CNRS sociologue, Dominique Dammame, professeur de science politique à l'université de Rouen, Jacques Defrance, maître de conférences en sociologie à l'université Paris XI Orsay, Yves Deloye, maître de conférences en sciences politiques à l'université Paris I, Michel Espagne, directeur de recherche au CNRS, en histoire et études germaniques, Olivier Ihl, professeur de sciences politiques à l'institut d'études politiques de Grenoble, Jean Clément Martin, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Nantes, Gilles Pollet, maître de conférences en sciences politiques à l'institut d'études politiques de Grenoble, Yves Pourcher, maître de conférences en ethnologie à l'université de Tours, Bernard Pudal, professeur de sciences politiques à l'université de Clermont-Ferrand, Jean-Noël Rétières, maître de conférences en sociologie à l'université de Nantes, Frederick Sawicki, maître de conférences en sciences politiques à l'université de Lille, Francine Soubiran Paillet, chargée de recherche au CNRS, Cesdip, et Sophie Wahnich, professeur agrégé d'histoire.

Les politistes sont partie prenante et, entre autres, Michel Offerlé, particulièrement sensibilisé à la dimension historique, ayant réalisé son mémoire de maîtrise avec Michelle Perrot et sa thèse sous la direction de Marcel David. Mais cette approche est très minoritaire en science politique alors plutôt structurée par le droit et les sciences administratives. L'autonomisation de la discipline avec la création de l'agrégation de science politique en 1971 (Milet, 2001) (ré)activera la relation fratricide et très ambivalente entre le droit et la science politique qui restera néanmoins très classique dans ses enseignements même s'il y a une volonté de s'émanciper et de s'ouvrir aux sciences sociales. De ce fait, « l'association et ses membres fondateurs apparaissent un peu comme des pionniers des francs-tireurs au sein même de leur discipline respective ou

à l'interface de plusieurs d'entre elles, avec souvent des doubles formations histoire sociologie, droit sociologie, histoire économie, histoire science politique, etc. » (Pollet, 2009, p.194)

L'association a été un moment fondateur, une forme de reconnaissance à travers l'histoire, la socio histoire pour toute une génération de chercheurs, qui y voyait comme une façon de contester la science politique telle qu'elle se faisait. C'est d'ailleurs ce qu'on a pu ensuite reprocher à l'association, d'être une association « professionnelle ». Or il ne s'agissait pas de créer une sous discipline mais plutôt d'assumer et de revendiquer une ouverture qui se manifesterait aussi en contestant ce qui existait. Le premier manifeste témoigne d'un positionnement contre : contre la philosophie politique peu avenante avec la recherche empirique, contre l'histoire politique traditionnelle. Mais, très vite, le discours sera plus nuancé, afin d'éviter toute controverse inutile, avec un objectif de s'imposer, de construire sans forcément s'opposer et démolir. Il s'agissait donc d'historiciser les objets ou plutôt de rompre avec l'a-historicité des objets étudiés, de se montrer attentif aux modes de constitution des réalités présentes et aux logiques sociales des réalités du passé. L'objectif est de mettre en relief les processus, les mécanismes et les paradoxes de l'action, d'éclairer une histoire sociale capable d'établir les logiques sociales à l'œuvre. La notion de processus est particulièrement féconde dans une telle perspective.

Une science sociale du politique

Le contexte institutionnel et académique français de la fin des années 1980 n'est plus du tout dans l'élan de la pluridisciplinarité des années 70, (comme l'ont illustrées les formations en SHS de l'université Paris VII, entre autres) et au contraire opère un repli caractéristique. SHIP n'est pas ignorante de ce contexte mais manifeste une ambition lucide et optimiste en marquant à la fois une volonté d'ouverture pluridisciplinaire et un souci de sociologiser la science politique française. Le but explicite de l'association était de rassembler des chercheurs de différentes disciplines travaillant sur le politique à partir de matériaux historiques et s'appuyant sur des concepts et méthodes de sciences sociales. Il y a eu aussi une vraie volonté de dialogue entre les disciplines, d'inter ou pluridisciplinarité, en tout cas d'ouverture, vers les sciences sociales afin, de

fédérer et fonder des sciences sociales du politique et ceci à partir de l'importance des matériaux historiques et de l'historicisation des objets.

L'expérience de l'association portait bien en son sein les bases d'un débat plus général sur le rôle, la fonction et l'utilité des recherches, et donc des chercheurs en sciences sociales confrontées au problème de leur temps. Et ce qui amène beaucoup de politistes dans l'association (plus que d'historiens, dont la discipline en cette période reste encore classique et n'ayant pas totalement intégré académiquement le souffle et l'esprit de l'école des Annales), c'est le rôle de l'objet politique au cœur du dialogue à nouer entre des spécialistes appartenant à des champs disciplinaires différents.

SHIP et sa petite vie

Il y a eu un premier colloque organisé à Grenoble les 30 et 31 mai 1996 sous l'égide de SHIP qui portait sur l'étatisation de la société, une des thématiques fortes de ce regroupement. Ce colloque, comme tout bon instrument constitutif du savoir et fédérateur de collectifs, valida la création et la réalité de cette association sous le parrainage magistral, bienveillant, lumineux et chaleureux de Jacques Lagroye. Ce colloque, à la fois très stimulant intellectuellement et très convivial, a produit un ouvrage coordonné avec Sophie Wahnich (Kaluszynski et Wahnich, 1998), amorcé par une belle introduction, « historiciser la science politique », qui nous a sans doute mises un peu (plus) en décalage, par rapport à la science politique, en affirmant notre identité et notre formation d'historienne. SHIP a eu également deux bulletins publiés, sous l'égide de Yves Deloye, qui lui-même à ce moment commençait à écrire son *Repères sur la sociologie historique du politique* (Deloye, 1997). Mais assez vite tout cela s'est arrêté.

SHIP et sa petite mort

L'association a été très éphémère. Il y a sans doute de multiples raisons, internes et externes, à la fin brusque et rapide de Ship. Tout d'abord, sans doute des logiques institutionnelles et disciplinaires, des effets de professionnalisation et de carrière qui deviennent plus importantes que le projet et le travail collectif; en-

suite également, parce qu'en parallèle, de nombreuses initiatives très structurantes se mettent en place comme *Genèses* ou la collection « sociohistoires » chez Belin, portés par Michel Offerlé, Gérard Noiriel, Christian Topalov. En septembre 1990, est ainsi sorti le premier numéro de la revue *Genèses, Sciences sociales et histoire*, qui dans son manifeste explique très bien que la revue se veut le lieu « où différentes approches de l'historicité pourront s'écouter dialoguer ou s'opposer en connaissance de cause » (*Genèses*, n°1, 1990). Cette revue devient un espace constitutif du savoir, lieu de production, de transmission et de fédération d'un collectif qui se reconnaît dans cette approche socio-historique. C'est également une passerelle entre différentes disciplines qui met en réseau des chercheurs, plutôt jeunes, qui souhaitent dépasser les limites imposées des frontières disciplinaires. D'autres lieux, d'autres initiatives vont accompagner et structurer cet élan que l'on retrouvera avec le colloque et l'ouvrage avec Henry Rousso sur la fabrique interdisciplinaire (Offerlé et Rousso, 2008).

Cet aspect fugitif renvoie à ce qui serait l'ordre d'un échec, d'une illusion, d'un projet avorté. Fugace mais féconde, Ship a néanmoins créé un déclic salutaire, salvateur, un essaimage prolifique. Elle a participé à la structuration d'un champ (sans avoir l'idée de fonder une quelconque école de pensée, un quelconque modèle d'analyse stabilisée) en complément de projets parallèles mis en place au même moment. Elle a provoqué assez d'émulation et d'intérêts pour que les acteurs qui s'y reconnaissaient, portent et reproduisent cette démarche, gardent l'esprit au cœur du projet de SHIP, dans des lieux différents, à Lille, à Paris, à Strasbourg, à Lyon, à Grenoble et à Amiens (Laborier et Trom, 2003 ; Audren, Laborier, Napoli, Vogel, 2011)

À Grenoble, le projet s'est inscrit dans cette filiation en travaillant plus spécifiquement la question des sciences de gouvernement. Cette expérience, même éphémère, relativement courte a imprégné ces jeunes adhérents des années 1990, qui ont perpétué cette approche, dans leur pratique et dans la transmission, via leurs enseignements.

De l'évanescence d'une instance à la construction d'un projet mobilisateur

Ship, c'est aussi l'expression d'un phénomène générationnel. Les membres du bureau de l'association ont à l'époque entre 35 et 50 ans et représentent plutôt la génération des quadras, d'enseignants-chercheurs ou chercheurs ayant quasiment tous des postes statutaires. La formation plutôt post 68 (et la culture qui y est liée) est sans doute une clef de compréhension dans la structuration et l'adhésion à ce projet. Les références culturelles naviguent entre Bourdieu, Elias et aussi Michel Foucault.

SHIP a produit un aréopage de chercheurs et chercheuses. La première génération est sans doute celle des fondateurs. Elle adopte une position critique, « rebelle » par rapport à la science politique du moment. C'est celle qui fonde *Politix* et SHIP. La socio-histoire n'existe pas encore. L'idée c'est de rendre légitime un questionnement de type historique en science politique, alors que cette dernière est alors plutôt juridique, axée sur les institutions et le contemporain. Il s'agissait de montrer que le passé rend compte du présent, saisir le social, et mettre au centre l'empirie, en s'intéressant aux acteurs à un niveau plus micro, presque ethnologique. La deuxième génération serait celle des héritiers : entre autres, Renaud Payre qui avec Gilles Pollet écrira *Socio-histoire de l'action publique* (2013) et François Buton et Nicolas Mariot, très actifs tous les deux pour dynamiser, dynamiter et réfléchir, même de façon critique sur cette approche (Buton et Mariot, 2006 ; 2009). Tous ou presque ont (eu) un poste, ils se revendiquent de la socio-histoire et leur légitimation se fait en quelque sorte par le recrutement qui témoigne de la centralité que revêt alors la socio-histoire, autour de *Politix* et de *Genèses*. Mais très vite, ces chercheurs formés à la socio-histoire développent une autre spécialité plus classique en science politique mais aussi moins historique. J'ai plus de mal à décrire la troisième génération. Je serais optimiste : la nouvelle vague ?

Pschitt ?

L'onomatopée reproduit une production rapide de gaz et son écoulement tourbillonnaire. Faire pschitt c'est se dégonfler, se

révéler sans importance, en parlant de quelque chose qui était considéré comme important. En tout cas, SHIP n'a pas été qu'une « bulle », un « pschitt », manière de répondre à ses détracteurs. C'est ici que l'on voit que la non institutionnalisation a des vertus et produit une fécondité intellectuelle en essaimant un peu partout, plutôt qu'en se maintenant de façon radicale. Souvent, si l'institutionnalisation pérennise et stabilise un savoir, elle crée aussi des rigidifications, des fermetures sclérosantes et induit des enjeux institutionnels, concurrentiels, qui font perdre de vue l'objectif intellectuel. Cette expérience a fondé une démarche, une approche. Elle a créé, produit, et laissé à chacun, une formation, une conviction, une éthique, une convivialité intellectuelle

Aujourd'hui, la socio-histoire s'est stabilisée, ancrée, posée, (imposée diraient certains). Elle est à la fois partout et... nulle part. Cette diffusion tous azimuts, cette « démocratisation » assumée, a abouti à une forme de dilution, d'atténuation, d'assagissement. La socio-histoire semble devenir plus « accessoire » et il semble que sont atténuées les qualités de cette démarche : la force d'une perspective comparatiste et l'intensité de l'analyse critique. Cette occultation de ses dimensions critiques passent par des détracteurs assumés mais aussi par les tenants de l'approche qui sont plus timorés, dans la mesure où, aujourd'hui, la science politique (comme d'autres disciplines) revient à une forme d'orthodoxie et à un rapport au monde et au savoir, plus rationnel, plus cadré et donc plus frileux.

Pour moi, cette démarche doit pouvoir se confronter et accompagner d'autres regards. C'est ainsi qu'elle est riche, forte, instrument d'intelligibilité et parfois de subversion. L'histoire n'est pas seulement une méthode mais doit être également investie comme une culture qui invite à excentrer les interrogations, à produire des connexions entre les différentes manières d'aborder l'objet politique. L'histoire est un savoir critique, comme l'a superbement démontré Patrick Boucheron dans sa conférence inaugurale au Collège de France le 17 décembre 2015. Une nouvelle vague de chercheuses et chercheurs, assumant en majeure cette approche avec ses vertus, son audace, ses limites et son potentiel, serait bienvenue.

Références :

Audren Frédéric, Laborier Pascale, Napoli Paolo, Vogel Jakob (2011), *Les sciences camérales : Activités pratiques et histoire des dispositifs publics*, Paris, PUF.

Buton François, Mariot Nicolas (2006), entrée « Socio-histoire » du *Dictionnaire des idées*, Paris, Encyclopaedia Universalis, vol. 2, p. 731-733

Buton François, Mariot Nicolas (2009), *Pratiques et méthodes de la socio-histoire*, Paris, PUF.

Déloye Yves (1997), *Sociologie historique du politique*, Paris, La découverte, Repères.

Kaluszynski Martine, Wahnich Sophie dir., (1998), *L'État contre la politique ? Les expressions historiques de l'étatisation*, Paris, L'Harmattan.

Laborier Pascale, Trom Dany, dir. (2003), *Historicités de l'action publique*, Paris, PUF/CURAPP.

Offerlé Michel, Rouso Henry, dir. (2008), *La fabrique interdisciplinaire. Histoire et science politique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Payre Renaud, Pollet Gilles (2013), *Socio-histoire de l'action publique*, Paris, la Découverte.

Pollet Gilles (2009), « Nul ne sait de quoi le passé sera fait », in Buton François, Mariot Nicolas, *Pratiques et méthodes de la socio-histoire*, Presses universitaires de France, p.183-198.